

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

2426^e

SÉANCE : 29 MARS 1983

MAR 27 1983

NEW YORK

UN LIBRARY
UN/SA COLLECTION

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2426).....	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15651)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2426^e SÉANCE

Tenue à New York le mardi 29 mars 1983, à 10 h 30.

Président : Sir John THOMSON
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord).

Présents : Les représentants des Etats suivants :
Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2426)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15651).

La séance est ouverte à 11 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15651)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Conformément aux décisions prises aux séances précédentes consacrées à cette question [2420^e à 2425^e séance] j'invite le représentant du Honduras à prendre place à la table du Conseil de sécurité. J'invite les représentants de l'Algérie, de l'Argentine, de la Barbade, de la Belgique, de la Bolivie, du Brésil, de la Bulgarie, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, d'El Salvador, de l'Equateur, de l'Espagne, de la Grenade, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Italie, de la Jamahiriya arabe libyenne, de Maurice, du Mexique, de la Mongolie, du Panama, du Pérou, des Philippines, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande, de la République dominicaine, de la République fédérale d'Allemagne, de la République islamique d'Iran, de la République-Unie de Tanzanie, de la Tchécoslovaquie, du Venezuela, du Viet Nam, du Yémen démocratique et de la Yougoslavie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Ortez Colindres (Honduras) prend place à la table du Conseil;

M. Abada (Algérie), M. Muñiz (Argentine), M. Moseley (Barbade), Mlle Dever (Belgique), M. Salazar Paredes (Bolivie), M. Bueno (Brésil), M. Tsvetkov (Bulgarie), M. Moushoutas (Chypre), M. Sanz de Santamaría (Colombie), M. Zumbado Jiménez (Costa Rica), M. Roa Kourí (Cuba), M. Chávez-Mena (El Salvador), M. Albornoz (Equateur), M. de Piniés (Espagne), M. Taylor (Grenade), M. Rácz (Hongrie), M. Purushottam (Inde), M. La Rocca (Italie), M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne), M. Maudave (Maurice), M. Muñoz Ledo (Mexique), M. Narkhuu (Mongolie), M. Ozores Typaldos (Panama), M. Pastor de la Torre (Pérou), M. Arcilla (Philippines), M. El-Fattal (République arabe syrienne), M. Ott (République démocratique allemande), M. Knipping Victoria (République dominicaine), M. van Well (République fédérale d'Allemagne), M. Serajzadeh (République islamique d'Iran), M. Rupia (République-Unie de Tanzanie), M. Suja (Tchécoslovaquie), Mme Coronel de Rodríguez (Venezuela), M. Hoang Bich Son (Viet Nam), M. Al-Alfi (Yémen démocratique) et M. Silović (Yougoslavie) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Ghana une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Gbeho (Ghana) occupe le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant poursuivre l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

4. M. Nguayila Mbela Kalanda (Zaïre) : Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole dans une séance publique au cours de ce mois de mars 1983. Vous me permettrez de renouer avec la tradition et de joindre ainsi ma voix à toutes celles qui l'ont précédée pour vous féliciter à l'occasion de votre accession au fauteuil présidentiel du Conseil pour le mois qui s'achève. Vos qualités personnelles et professionnelles, assorties de l'humour anglais, nous ont per-

mis de voir votre nom figurer parmi les diplomates de premier rang. Vous appartenez à un pays avec lequel mon pays entretient des liens d'amitié et de coopération sincères. Aussi ma délégation est-elle toujours prête à vous apporter son plein appui dans l'exercice de vos fonctions. Permettez-moi également de saisir cette occasion pour exprimer toute notre appréciation à votre éminent prédécesseur, M. Troyanovsky, représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, pour la façon pondérée et courtoise avec laquelle il a su conduire nos travaux le mois dernier.

5. C'est avec amertume que la délégation zairoise a appris l'aggravation de la situation en Amérique centrale. Le débat qui se déroule en ce moment devant nous met aux prises deux pays frères, à savoir le Nicaragua et le Honduras, auxquels viendraient s'ajouter les Etats-Unis accusés de vouloir déstabiliser le Nicaragua grâce à l'appui matériel et militaire qu'ils apportent, selon le Nicaragua, aux opposants du régime sandiniste au pouvoir dans ce pays, par l'intermédiaire du Honduras.

6. Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le rappeler dans le passé, la République du Zaïre reste profondément attachée aux principes de la Charte des Nations Unies, sans lesquels le monde ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. C'est pourquoi, forte de la volonté manifeste des parties concernées d'engager un dialogue direct pour qu'un règlement pacifique du différend qui les oppose puisse émerger, ma délégation voudrait, sur cette base donc, suggérer que le Conseil, dans sa sagesse, plutôt que de se prononcer sur le fond de la question, ce qui risquerait d'aviver davantage la tension dans la région, prenne simplement acte de l'initiative des parties et les encourage à coopérer dans la recherche de la solution qui tienne dûment compte non seulement des principes de la Charte et de tous les principes de droit international, mais aussi des réalités socio-politiques de la région. Ce n'est certainement pas par le jeu de récriminations mutuelles que les peuples de ces pays pourront jouir de leur droit à la paix et encore moins de leur bonheur.

7. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de la République fédérale d'Allemagne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

8. M. van WELL (République fédérale d'Allemagne) [*interprétation de l'anglais*] : Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous dire toute la satisfaction que j'éprouve à prendre la parole au Conseil de sécurité alors que vous en occupez la Présidence.

9. Mon gouvernement a demandé à participer au présent débat en raison de l'intérêt profond qu'il porte à la situation qui règne en Amérique centrale, compte tenu de sa coopération étroite et de longue date avec les peuples et les pays de la région. Je rappellerai que la République fédérale d'Allemagne, avec tous les pays qui chérissent la démocratie, a éprouvé une profonde

satisfaction en apprenant, en juillet 1979 que la dictature de Somoza, au Nicaragua, avait enfin cessé d'exister. Notre désir de voir le Nicaragua prendre un nouveau départ s'est manifesté sous la forme de l'envoi dans ce pays, ce même mois, d'une délégation gouvernementale afin de l'aider à faire face aux besoins les plus pressants. En même temps, nous avons offert notre aide pour la reconstruction du pays. Des échanges, à tous les niveaux officiels et par le biais d'organisations politiques et privées, ont suivi témoignant du vaste appui que mon pays entendait apporter au Nicaragua pour lui permettre d'établir des institutions démocratiques fondées sur des structures économiques et sociales répondant aux aspirations de la population de ce pays. Cette politique d'amitié et d'aide au Nicaragua a été l'expression de la politique générale de mon gouvernement en vue de renforcer la démocratie, d'alléger le sort des peuples et d'aider à créer des structures régionales stables propres à contribuer à préserver la paix.

10. Je voudrais également souligner que les difficultés rencontrées par le Nicaragua sur la voie de la liberté et de la démocratie n'ont pas été sans susciter la déception de ses amis et sans engendrer des tensions avec ses voisins. Les nombreux renseignements inquiétants parvenus sur les événements survenus dans le pays ont provoqué un profond malaise chez ses amis qui se soucient de la préservation des droits de l'homme, de la liberté politique et de la démocratie pluraliste. Les relations étrangères des pays étant souvent affectées par les problèmes internes, on ne peut s'étonner que dans ce cas également cette interaction ait abouti à une situation controversée.

11. Pour que tout soit très clair, mon gouvernement est toujours aux côtés de ceux qui, conformément à la Charte des Nations Unies, ont fait leurs principes de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, du respect de l'intégrité territoriale, de l'inviolabilité des frontières et de l'indépendance et de la souveraineté des Etats. Ces principes doivent être respectés vigoureusement, surtout en période de changement comme celle que traverse l'Amérique centrale.

12. En cette période de conflits dans la région, nous souhaitons que les hautes aspirations de la révolution contre la dictature de Somoza en vue d'établir une société vraiment démocratique se réalisent et que le Nicaragua puisse contribuer à des relations harmonieuses avec tous les pays de la région. Dès que le Nicaragua aura affirmé sa crédibilité dans la politique de bon voisinage, de non-ingérence et de respect des droits de l'homme et des institutions démocratiques, les tensions dans la région diminueront. Ce n'est pas une question qui n'affecte qu'un pays voisin, c'est un problème qui touche toute la région. Voilà pourquoi nous souhaitons que le Nicaragua soit prêt à entreprendre une politique de réconciliation et de mesures propres à instaurer la confiance, et qu'il profite de l'offre de régler les questions controversées lors d'une Conférence de tous les pays de la région. Une proposition appropriée a été présentée et elle devrait constituer un premier pas

pour désamorcer les tensions. Nous espérons que les pays d'Amérique centrale, qui ont connu tant d'expériences difficiles par le passé, trouveront le moyen de s'assurer un avenir commun pacifique.

13. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant du Pérou. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

14. M. PASTOR de la TORRE (Pérou) [*interprétation de l'espagnol*] : Que mes premiers mots, Monsieur le Président, soient pour vous féliciter de votre accession à la Présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Nous sommes certains que grâce à votre habileté et à votre expérience il sera possible d'obtenir des résultats fructueux au Conseil dans l'examen du problème dont est saisi actuellement le Conseil.

15. C'est la deuxième fois en un an que cet organe est convoqué, à la demande du Gouvernement nicaraguayen, pour étudier une question qui dépasse certes le cadre d'un pays pour préoccuper toute la région de l'Amérique centrale. Nous avons écouté les déclarations de nombre de délégations qui ont pris la parole avant nous pour faire connaître le point de vue de leur gouvernement. De même les parties directement intéressées ont fait connaître leurs positions respectives et ont formulé les accusations et les récriminations mutuelles que nous connaissons tous. Entre-temps, et depuis plusieurs années déjà, le problème de l'affrontement politique en Amérique centrale s'est institutionnalisé pour devenir une crise permanente qui empire de jour en jour.

16. Maintenant, il faut se poser les questions suivantes : désire-t-on véritablement essayer d'apporter une solution pragmatique et viable à la situation qui s'est créée ? Le problème a-t-il échappé au contrôle des gouvernements qui attribuent leur affrontement à l'existence de forces et d'intérêts extérieurs à la région qui rendent difficile toute solution répondant aux aspirations des peuples de l'Amérique centrale ? Est-ce que le cadre conceptuel dans lequel on examine la crise en Amérique centrale correspond vraiment aux dimensions réelles de la nature réelle du problème ?

17. A vrai dire, aucune des réponses à ces questions prises isolément ne pourrait donner une idée globale de la situation et il faudrait peut-être combiner les trois pour donner l'idée exacte de la réalité en Amérique centrale.

18. Il est clair qu'il existe des intérêts de tous ordres qui sapent la volonté politique exprimée ici d'arriver à une solution pacifique ; il en est ainsi pour toutes les parties directement intéressées. Il est également clair que, comme cela a été signalé dans la déclaration de Contadora¹, on prétend situer la crise en Amérique centrale dans le contexte de l'affrontement de pouvoir Est-Ouest, reléguant à l'oubli le profond déséquilibre économique et social que connaissent ses peuples depuis des siècles.

19. De même, dans l'examen des faits qui sont à l'origine de la crise mentionnée et dans la compréhension des antécédents et dans l'étude de cette crise on a eu recours à des méthodes qui dénaturent la réalité et dont la persistance gêne la recherche d'un règlement politique large et durable.

20. Ma délégation tient à dire que les commentaires que je viens de faire nous amènent à une conclusion : ni les pays les plus concernés ni les puissances qui se disent solidaires des uns ou des autres, ni les pays qui de bonne foi apportent leur point de vue pour aider à résoudre ce différend n'ont voulu se départir de leur position, de leurs intérêts et de leurs préjugés afin de faire prévaloir ce bien maximum que recherche principalement l'Organisation, c'est-à-dire la préservation de la paix. En effet, nous avons entendu une telle quantité de récriminations, d'accusations et de dénominations sur des problèmes internes et externes de chaque pays affecté, que nous devons nous demander si vraiment on a réfléchi au fait que le seul résultat est de jeter de l'huile sur le feu qui déjà est très difficile à contrôler et dont les effets sont incalculables et dommageables, même pour ceux qui croient pouvoir tirer avantages et bénéfices de ses résultats.

21. C'est pour cela qu'il n'a jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui de mettre fin à la rhétorique et aux affrontements sans bornes. Non seulement cela déterminera si le Conseil de sécurité doit être considéré comme un organe paralysé et confus, mais l'on court également le risque que tout le système de sécurité ne soit mis en doute, au point de le convertir en une structure qui, au lieu de préserver la paix, compromettra le peu de confiance que les pays moyens et petits ont encore dans l'Organisation.

22. Ma délégation croit également pertinent d'attirer l'attention du Conseil sur les possibilités non encore épuisées qu'offre l'Organisation des Etats américains pour l'examen commun et la solution concertée des divergences entre les pays d'Amérique latine.

23. Pour nous tous — à commencer par le Honduras, le Nicaragua et les autres pays d'Amérique centrale qui sont affectés par cette crise, qui, au fond, est une crise d'identité, ainsi que pour les grandes puissances, sur lesquelles repose l'énorme responsabilité de la paix mondiale, et pour les pays d'Amérique latine, qui voient avec désarroi la façon dont leurs problèmes intrarégionaux sont manipulés de l'extérieur — l'heure est venue de renouveler nos engagements dans un acte de foi pour la paix ; c'est ainsi qu'en nous écartant de ce qui semble être nos intérêts politiques prioritaires nous pourrions nous rapprocher d'un règlement politique négocié, qui doit être réalisé uniquement entre les parties directement intéressées, sans ingérence ni pressions étrangères et dans le seul but d'arriver au maintien ou, le cas échéant, au rétablissement de la paix dans la région. De même, c'est ainsi que nous arriverons à assurer le respect des droits fondamentaux de l'homme, des droits civils et politiques, qui sont aujourd'hui

d'hui tellement relégués dans l'oubli par les forces en lutte.

24. Ma délégation voudrait maintenant faire une proposition concrète qui, à son avis, pourrait être utile pour atteindre le but que je viens de mentionner; cette proposition peut fort bien être considérée comme une base pour l'établissement du dialogue. Cette proposition est la suivante. Premièrement, s'engager à éviter, lors des entretiens à décider, toute polarisation idéologique et politique dans l'examen général de tous les problèmes auxquels doit faire face l'Amérique centrale. Deuxièmement, exclure en conséquence, tous les intérêts, quels qu'ils soient, qui sont étrangers à notre sous-région et à sa problématique globale, laquelle doit être essentiellement traitée en vue d'assurer le bien-être de ses peuples par des processus authentiques de développement, dans un climat de paix et de démocratie. Troisièmement, respecter rigoureusement les principes et les normes du droit international, consacrés dans la Charte des Nations Unies et d'autres instruments internationaux. Il faut tout particulièrement tenir compte des principes de non-intervention dans les affaires intérieures et extérieures des Etats, du droit à l'autodétermination des peuples, du respect des traités, de l'égalité souveraine des Etats, du règlement pacifique des différends et de l'inadmissibilité du recours à la menace ou à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat. Quatrièmement, cesser immédiatement tout acte d'hostilité dans la zone d'affrontement entre le Honduras et le Nicaragua, en vertu d'une décision du Conseil de sécurité qui pourra être appliquée grâce aux mécanismes établis dans les Chapitres VII et VIII de la Charte, concernant la compétence des organismes régionaux. Cinquièmement, en même temps, le Conseil pourra convenir des mesures provisoires permettent de favoriser simultanément la cessation des hostilités et un dialogue efficace entre toutes les parties concernées, c'est-à-dire, en premier lieu, les Républiques du Honduras et du Nicaragua et, en second lieu, les cinq nations de l'Amérique centrale. Sixièmement, en cas de besoin le Conseil pourra décider avec l'assentiment préalable des parties, d'envoyer une Commission de vérification de la cessation des hostilités dans la zone frontière où se seraient produits des affrontements ou des violations territoriales. Septièmement, arrêter des mesures immédiates tendant à freiner la course aux armements et la militarisation croissante des pays de la région qui indubitablement ont, dans certains cas, impliqué la présence de forces militaires et l'assistance militaire de pays tiers.

25. Mon gouvernement soumet ces propositions à l'examen du Conseil car il est convaincu qu'elles offrent une base raisonnable et acceptable pour les parties directement engagées dans ce différend. Nous espérons que ces propositions pourront être interprétées et acceptées dans le cadre du processus qu'il est urgent d'entamer et qui doit mener au rétablissement de l'harmonie et de l'amitié entre les peuples frères d'Amérique centrale.

26. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Argentine, je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

27. M. MUÑIZ (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir eu l'obligeance d'accepter notre demande de participation aux réunions du Conseil. J'espère que les débats, sous votre direction, aideront à résoudre rapidement le problème qu'examine actuellement le Conseil.

28. Le Président de la nation argentine, le général Reynaldo Bignone a, dans le discours qu'il a prononcé à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, exprimé sa profonde préoccupation devant la situation critique que connaît l'Amérique centrale, situation marquée particulièrement par la déstabilisation politique, la violence et la menace constante d'affrontement armé entre nations sœurs.

29. Pour la République argentine, cette crise est particulièrement douloureuse, car elle affecte des pays de la région avec lesquels elle maintient des relations fraternelles qui se sont trouvées resserrées par les témoignages constants de solidarité qu'elle a reçus de ces pays à l'occasion du conflit de l'Atlantique Sud.

30. Mon gouvernement, en plusieurs occasions et devant différentes instances, a offert son concours dans la recherche d'une solution et a donné son accord à certaines initiatives de paix, notamment à la proposition du Mexique et du Venezuela et à celle des Ministres des relations extérieures de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, formulée le 9 janvier dans l'île de Contadora, au Panama. Dans le bulletin d'information diffusé à cette occasion¹, on exprime une vive préoccupation pour l'ingérence étrangère, directe ou indirecte, dans les conflits d'Amérique centrale. On met en garde contre les résultats hautement indésirables de l'inclusion de ces conflits dans le contexte de l'affrontement Est-Ouest et l'on s'accorde sur la nécessité d'éliminer les facteurs extérieurs qui aggravent ces conflits. En même temps, on lance un appel urgent à tous les pays de la région de l'Amérique centrale pour qu'ils aient recours au dialogue et à la négociation afin de réduire les tensions et d'établir les bases d'un climat permanent de coexistence pacifique et de respect mutuel entre les Etats. Par ailleurs, on engage les Etats à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans leurs relations internationales, et on leur demande à tous de s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la crise en créant le danger d'un conflit généralisé s'étendant à toute la région.

31. Mon pays ne peut que réitérer son appui à ces déclarations qui, à son avis, sont la base de la solution d'un conflit qui, s'il s'aggravait, aurait des conséquences imprévisibles qui affecteraient gravement la situation de la région latino-américaine et pourraient même avoir des répercussions au-delà de notre continent.

32. Les deux initiatives de pays de la région ont bénéficié de l'appui explicite du mouvement des pays non alignés réunis au sommet à New Delhi. L'Argentine, par la voix de son Président, a dit à cette réunion que

“les causes profondes de la crise que nous évoquons ont leur origine dans des situations politiques et socio-économiques anachroniques qui ont éliminé la justice en tant que principe directeur de l'organisation communautaire, par des violations constantes du principe de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et par des affirmations gauchies qui s'inscrivent dans la lutte pour le pouvoir mondial”.

33. Le principe de la non-intervention est profondément ancré en Amérique latine. Les pays de cette région ont été les premiers à souffrir des formes les plus variées d'intervention et ils luttent encore pour affermir leur indépendance réelle et assurer leur développement dans la paix. C'est un honneur pour moi de rappeler ici le rôle fondamental joué dans la consécration juridique de ces principes par des hommes d'Etat argentins, dès l'instant où Carlos Calvo a formulé sa doctrine basée sur la souveraineté nationale et l'égalité des Etats. Roque Saenz Peña, délégué à la première Conférence internationale américaine, en 1889, faisant ressortir la solidarité qui existe entre nos pays, a dit que cette solidarité “représente le respect inviolable de la souveraineté ainsi que la concorde et l'amitié entre tous les Etats du continent”. Honorio Pueyrredón, parlant à la sixième Conférence internationale des Etats américains, en 1928, a dit en termes catégoriques et précis que :

“La souveraineté des Etats consiste dans le droit absolu, l'entière autonomie interne et l'indépendance externe complète. . . Si ce droit n'est pas consacré et pratiqué de façon absolue, l'harmonie juridique internationale n'existe pas.”

Carlos Saavedra Lamas, ministre des relations extérieures et Prix Nobel de la Paix, dans son discours de clôture en sa qualité de Président de la Conférence inter-américaine extraordinaire pour le maintien de la paix, en 1936, a dit que le principe selon lequel aucun Etat n'a le droit d'intervenir directement ou indirectement dans les affaires intérieures ou extérieures d'autres Etats représente une victoire capitale pour la coexistence internationale.

34. Ces principes qui, constamment, guident la politique extérieure de l'Argentine et sa diplomatie se trouvent consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment à l'Article 2. L'Assemblée générale les a développés par la suite en de nombreuses résolutions. Je me contenterai de mentionner celles concernant la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté², la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats

conformément à la Charte des Nations Unies³, et la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux⁴ adoptée par consensus le 15 novembre 1982.

35. En juillet dernier, nous avons pris la parole à la quinzième session extraordinaire du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine, durant la discussion concernant la demande d'aide formulée par le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua à la suite des pertes humaines et matérielles causées par les inondations. Comme on s'en souviendra, le Honduras a également vécu cette tragédie. Ma délégation a fait appel en cette occasion à l'union et à la solidarité latino-américaines et une résolution a été adoptée à l'unanimité en vue de venir en aide aux deux pays concernés⁵.

36. Mon gouvernement est convaincu que, sur la base de cet esprit de solidarité et du respect scrupuleux par tous les pays des principes que j'ai évoqués, on peut espérer parvenir à une prompt solution du problème qui nous occupe.

37. La République argentine, consciente de la volonté de dialogue manifestée ici, voudrait rappeler l'appel contenu dans la Déclaration politique de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés [voir S/15675, annexe] pour l'adoption d'une politique constructive en faveur de la paix et du dialogue, conformément aux principes du droit international.

38. A ce propos, ma délégation voudrait joindre sa voix à celle des pays qui, au fil du débat, se sont prononcés sans équivoque pour la recherche d'une solution juste et permanente à la crise actuelle. Nous sommes convaincus que cette solution ne pourra être trouvée que par la voie d'un dialogue effectif réalisé de bonne foi et reposant sur les principes contenus dans la Charte, sur le règlement pacifique des différends, sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

39. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de la Mongolie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

40. M. NARKHUU (Mongolie) [*interprétation du russe*] : Monsieur le Président, la délégation de la Mongolie vous félicite de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars et vous souhaite de réussir pleinement dans l'exercice de vos lourdes fonctions. Je voudrais dire la reconnaissance de la délégation mongole à vous et à tous les membres du Conseil pour m'avoir donné la possibilité d'intervenir sur la question que le Conseil examine aujourd'hui.

41. Le Nicaragua est devenu une fois de plus l'objet d'actes d'agression et d'intervention manifestes. On a

lancé contre la révolution du Nicaragua, depuis le territoire voisin du Honduras, les vestiges des mercenaires de Somoza, spécialement entraînés par les Etats-Unis. Nous en trouvons le témoignage convaincant dans les interventions faites il y a quelques jours par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua ici même au Conseil [2420^e séance]. Les faits qu'il a cités dans sa déclaration suscitent nécessairement une sérieuse préoccupation au sein de la communauté mondiale. Cette nouvelle incursion au Nicaragua n'est pas un acte isolé de la part de bandes armées somozistes; au contraire, il s'agit là d'un acte d'agression prémédité et conçu à l'avance dans le but de déstabiliser la situation au Nicaragua. Une chose est claire : derrière les survivants somozistes et les agents de l'intervention, derrière toute l'enchaînement des actes d'agression dirigés contre la République du Nicaragua on trouve les Etats-Unis. Les changements progressistes intervenus au Nicaragua après la victoire de la révolution sandiniste ne conviennent ni aux impérialistes ni aux forces de la réaction. Voilà pourquoi, désireux de freiner le processus révolutionnaire démocratique dans ce pays et de le ramener sur la voie de l'anarchie, des privations et de la domination étrangère, l'impérialisme américain ne recule devant rien. L'impérialisme dispose à cet égard d'un vaste arsenal : le chantage, la menace, les pressions politiques et économiques, la subversion, des actes ouverts d'agression et d'intervention.

42. Il convient de souligner que les actes d'agression auxquels se livrent actuellement les impérialistes ne sont pas seulement dirigés contre le Nicaragua et son peuple; ils font parti de plans stratégiques plus vastes de Washington en Amérique centrale et dans les Caraïbes, que les Etats-Unis ont accoutumé de considérer comme sphère d'"intérêts vitaux".

43. Bien entendu, les menées agressives contre le Nicaragua et d'autres pays de l'Amérique centrale aggravent de manière dangereuse la situation et constituent une menace à la paix et à la sécurité dans la région et dans le monde entier.

44. Les événements qui se sont produits en Amérique centrale ces derniers temps du fait de la politique des Etats-Unis ont fait l'objet d'un examen spécial, en janvier dernier, à la réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés, à Managua. A la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars, les participants ont condamné les actes d'agression de l'impérialisme contre le Nicaragua, l'utilisation du territoire d'autres pays pour organiser des actes d'agressions, entraîner des forces contre-révolutionnaires et perpétrer des actes de terrorisme et de sabotage.

45. C'est avec satisfaction que la délégation mongole relève la position constructive du Gouvernement et du peuple nicaraguayens. Il convient d'approuver et d'appuyer, par tous les moyens, l'initiative de paix du Nicaragua prévoyant un dialogue direct entre les parties intéressées afin de régler les problèmes régionaux.

46. La République populaire mongole a toujours pris parti pour la juste cause du peuple et du Gouvernement du Nicaragua. Le gouvernement et le peuple de notre pays ont salué chaleureusement la victoire de la révolution populaire sandiniste et ont estimé qu'elle marque un tournant dans l'histoire du peuple nicaraguayen. Malgré la distance qui nous sépare, des relations d'amitié et de coopération se développent entre nos deux pays, et les contacts de nature politique, économique et culturelle se multiplient. J'en donnerai pour preuve la visite qu'a récemment effectuée dans notre pays une délégation comprenant des responsables des partis et du Gouvernement de la République du Nicaragua, dirigée par Daniel Ortega Saavedra, Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale. Pendant cette visite, d'importants documents, qui prévoient le développement de nos relations bilatérales, ont été signés.

47. Dans le communiqué publié conjointement par la Mongolie et le Nicaragua le 24 mars, la délégation mongole a exprimé sa solidarité, sur le plan international, avec le Front sandiniste de libération nationale et le peuple nicaraguayen dans la lutte qu'ils mènent pour préserver l'indépendance du pays et les conquêtes de la révolution, face aux complots de l'impérialisme américain, de ses complices et de la réaction interne.

48. S'agissant de la situation autour du Nicaragua et de la position de principe du Gouvernement de la République populaire mongole, le Président de notre pays, Y. Tsendenbal, a récemment déclaré :

"Nous savons que les mesures révolutionnaires prises par le peuple nicaraguayen se heurtent à des actes de subversion incessants de la part des forces réactionnaires extérieures et de la contre-révolution intérieure.

" ...

"Ces derniers temps, les Etats-Unis se sont déchaînés, multipliant les actes d'hostilité contre le Nicaragua et d'autres Etats de la région.

" ...

"La République populaire mongole, avec les autres forces éprises de paix, de notre planète, exige des Etats-Unis qu'ils mettent fin à leurs actes d'hostilité contre le Nicaragua." [voir S/15654, annexe I.]

49. Le PRÉSIDENT [interprétation de l'anglais] : L'orateur suivant est le représentant de la République démocratique allemande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

50. M. OTT (République démocratique allemande) [interprétation de l'anglais] : Monsieur le Président, permettez-moi, tout d'abord, de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars et de vous souhaiter plein

succès dans l'exercice de vos responsabilités. En même temps, je voudrais rendre le plus grand hommage au travail fructueux accompli par le Président du Conseil de sécurité en février, M. Oleg Aleksandrovich Troyanovsky, représentant de l'URSS.

51. La délégation de la République démocratique allemande tient à remercier les membres du Conseil de lui avoir donné la possibilité d'expliquer le point de vue de notre gouvernement sur l'importante question qui figure actuellement à l'ordre du jour.

52. Le Conseil doit examiner à nouveau la question d'une agression lancée contre le Nicaragua. Le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Tinoco, a rendu compte, de la manière la plus convaincante, de toute l'ampleur de la nouvelle agression dirigée contre son pays. Il en a révélé les arrières-plans et il a mis l'accent sur la grave menace à la paix et à la sécurité internationales qui s'est fait jour. Nous comprenons fort bien toute la gravité de la situation, et nous appuyons sans réserve les demandes du Nicaragua.

53. Les faits prouvent qu'un grand nombre de mercenaires somozistes, équipés et financés par les Etats-Unis, ont envahi le Nicaragua. Ils ont semé la mort et la terreur dans les pays. Cet acte constitue une escalade nouvelle et dangereuse des actes contre-révolutionnaires dirigés contre le Nicaragua dans le but de déstabiliser la situation dans les pays. En fait, une sérieuse menace à la paix et à la sécurité internationales s'est ainsi créée. La demande de convocation du Conseil de sécurité, comme le prévoit la Charte des Nations Unies, est tout à fait justifiée.

54. Les tentatives constantes et systématiques en vue de déstabiliser le Nicaragua sandiniste s'inscrivent dans le contexte de doctrines impérialistes de grande envergure — les stratégies régionales et globales de Washington — qui ont été proclamées une fois de plus ces jours-ci par des représentants haut placés du pays. Cette politique d'affrontement et de surarmement est destinée à fouler aux pieds l'indépendance des Etats et à intervenir dans leurs affaires intérieures. Cela est vrai en Afrique du Sud, où le régime de l'*apartheid*, complice des Etats-Unis, commet des actes constants d'agression contre les Etats africains souverains voisins. Cela est vrai au Moyen-Orient où Israël, agresseur et allié stratégique des Etats-Unis, foule aux pieds les intérêts vitaux des peuples arabes. En Amérique latine, des mercenaires vont maintenant faire le travail des forces de l'impérialisme et de la réaction. On cherche à refuser au peuple du Nicaragua le droit de décider dans l'indépendance de son développement politique, économique et social.

55. Le Directeur de l'Institut de recherche sur les changements internationaux de l'Université de Columbia, à New York, un expert pour ce qui est de la politique des Etats-Unis en Amérique latine, Seweryn Bialer, dans un article publié le 6 mars dans le *New York Times*, a défini les moyens dont se sert le Gouver-

nement des Etats-Unis pour parvenir à ses fins d'agression en Amérique latine. Il s'agit entre autres — ceci est important —

“de déstabiliser le Gouvernement du Nicaragua par des moyens politiques, économiques et militaires. La partie la plus importante de cette politique est le soutien occulte donné aux forces anti-sandinistes de l'autre côté de la frontière, au Honduras-unités militaires entraînées et armées avec l'aide de Washington qui attaquent presque tous les jours des objectifs militaires et civils au Nicaragua. Il se peut également que l'armée du Honduras ou des troupes de mercenaires soient utilisées dans un proche avenir pour pénétrer en territoire nicaraguayen.”

56. Semblable scénario pour la réalisation de ces machinations peut nettement être décelé dans les événements des derniers mois. Divers émissaires ont été expédiés en Amérique latine; en rentrant, ils font rapport à la Maison Blanche sur de prétendus dangers graves pour les Etats-Unis qu'entraîne le développement progressiste des pays d'Amérique latine. Une campagne orchestrée de calomnies et de diffamations contre le Nicaragua et d'autres Etats de la région a été entreprise. On a demandé une augmentation considérable des moyens de financer une ingérence croissante dans la région. En même temps, on a formé des mercenaires au cours d'importantes manœuvres militaires à la frontière du Nicaragua et on les a préparés à envahir le Nicaragua. L'agression est maintenant lancée. Cette politique est la conséquence directe de la thèse qui autorise les Etats-Unis à considérer toute la région Caraïbe-Amérique centrale comme une arrière-cour des Etats-Unis, une quatrième frontière. Cette politique est dirigée contre toute évolution progressiste de la région et met en danger la paix et la sécurité de tous les peuples.

57. La République démocratique allemande condamne avec force l'invasion du Nicaragua et elle est convaincue que ce nouveau complot contre l'indépendance et le droit à l'autodétermination du Nicaragua sera déjoué. Elle se fonde sur le fait qu'aujourd'hui il n'existe pas de problèmes, qu'ils soient mondiaux ou régionaux, qui ne puissent être résolus sur une base équitable par des moyens politiques. L'attitude de la République démocratique allemande est entièrement conforme à celle de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Elle appuie les propositions formulées par différents Etats d'Amérique latine et par les Etats du mouvement des pays non alignés à leurs réunions à Managua et à New Delhi dans le but de faire de l'Amérique centrale et des Caraïbes une zone de paix et de stabilité.

58. La République démocratique allemande voudrait rendre hommage aux efforts entrepris par le Gouvernement du Nicaragua en vue d'instaurer une politique de bon voisinage dans la région et de régler ses différends avec les Etats-Unis par la négociation. Cette manière de procéder est conforme aux intérêts légitimes de tous les peuples de la région.

59. Selon la déclaration politique des Etats parties au Traité de Varsovie [S/15556, *annexe*] adoptée à Prague le 5 janvier 1983, et conformément aux décisions prises par le mouvement des non-alignés, la République démocratique allemande demande que la politique de menace, de provocation et d'ingérence dans les affaires intérieures du Nicaragua et d'autres Etats de la région prenne fin et que la voie du développement telle que l'a choisie le peuple du Nicaragua soit respectée, conformément à la Charte des Nations Unies.
60. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Italie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.
61. M. LA ROCCA (Italie) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, maintenant que votre mandat touche à sa fin, je voudrais ajouter à tous mes vœux de succès mes sincères félicitations pour la fermeté et le savoir-faire dont vous avez donné la preuve dans l'exercice de vos responsabilités au cours d'un mois très chargé.
62. Les questions touchant la Nicaragua montrent à quel point les nations d'Amérique centrale traversent une période de tension croissante et de conflits qui ont suscité l'attention et l'appréhension de la communauté internationale.
63. En raison des liens solides d'amitié et de coopération qui unissent l'Italie à ces nations, nous sommes particulièrement sensibles à leurs aspirations et à leurs souffrances. Voilà pourquoi nous avons un intérêt direct à voir la région revenir à une situation de paix, préalable nécessaire à la poursuite de leur évolution démocratique et à leur progrès social et économique.
64. Par évolution démocratique, nous ne voulons pas parler d'une conception abstraite, détachée des problèmes nombreux et réels qui affectent ces nations amies. En fait, nous sommes convaincus qu'une évolution démocratique ne peut être limitée au domaine de la liberté et des droits de l'homme mais doit également viser à assurer, d'une part, un système vraiment pluraliste et, d'autre part, le progrès et la justice en éliminant les inégalités sociales et économiques et en créant des communautés nationales mieux équilibrées et plus harmonieuses, unies par la recherche d'objectifs communs.
65. Les efforts que les peuples d'Amérique centrale sont disposés à faire dans ce sens exigent que la violence qui a déjà fait couler tant de sang dans la région prenne fin et que des négociations commencent sans retard entre toutes les capitales intéressées en vue de rétablir la paix et la sécurité pour tous. En Amérique centrale, la violence doit céder le pas à la légalité. La violation des principes fondamentaux et des règles de la coexistence internationale pacifique exprimés dans la Charte des Nations Unies doit cesser.
66. Du point de vue juridique, il n'y a pas place pour les ambiguïtés et les incertitudes. Tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent se conformer strictement aux principes de la Charte en vue de réaliser les objectifs de l'Organisation, tels qu'ils sont énoncés à l'Article 1^{er}. Parmi ces objectifs, il nous semble que les suivants méritent d'être rappelés dans le débat actuel : l'ajustement ou le règlement, conformément aux principes de la justice et du droit international, de différends ou de situations qui pourraient entraîner une rupture de la paix; le développement de relations amicales entre nations, fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples; l'encouragement à la coopération internationale pour favoriser et encourager le respect toujours plus grand des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
67. Parmi les principes auxquels les Etats, conformément à la Charte, doivent adhérer dans leur comportement, il convient de souligner en particulier ceux qui suivent : Le devoir de tous les Etats de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat; l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques; et l'obligation de s'abstenir de toute ingérence — à notre avis, tant militaire qu'idéologique — dans les affaires intérieures des autres Etats. Dans ce contexte, il importe également de rappeler que, parmi les moyens de régler pacifiquement les différends, la Charte stipule expressément les mécanismes prévus par les systèmes régionaux dont sont membres les pays intéressés.
68. Adhérant strictement à la Charte, l'Italie entend rappeler ces principes fondamentaux dans le débat actuel et dire sa conviction que c'est dans le contexte régional qu'un accord entre tous les pays intéressés, fondé sur ces principes et normes de comportement, pourrait le mieux être élaboré.
69. Des propositions dans ce sens ont déjà été faites au cours du débat. Elles ont été accueillies favorablement par le Gouvernement italien parce que nous pensons qu'elles offrent une base réelle d'entente, quelles que soient les divergences qui aujourd'hui séparent les pays d'Amérique centrale. Il est d'ailleurs évident que ces pays font face à des problèmes communs qui exigent des solutions communes. Seul un dialogue direct et ouvert leur permettra de comprendre de plus en plus leurs intérêts communs et permettra de poser les bases d'un accord qui ouvrira à leurs peuples les perspectives d'un meilleur avenir.
70. A cet égard, ma délégation voudrait mentionner et encourager les efforts qu'accomplissent certains pays d'Amérique centrale afin de réunir tous les pays de cette région autour de la même table de négociation, dans un dialogue qui pourrait être le premier pas vers une solution générale des problèmes de la région.
71. L'Amérique centrale a le droit et le devoir de trouver dans la région même une issue à la crise

actuelle. Elle ne doit pas être affectée par la répercussion des tensions qui existent ailleurs dans les relations internationales; en même temps, les pays de la région devraient s'abstenir d'actes qui pourraient faire naître des contrastes étrangers à la région même.

72. Les racines de cette crise sont à la fois anciennes et nouvelles et elles se sont développées dans un ensemble qu'il ne faut pas simplifier à l'excès. Toutefois, même s'il existe d'énormes difficultés, il n'y a pas d'autre choix que celui d'opérer dans la seule voie qui, selon nous, peut mener à des résultats positifs, c'est-à-dire une solution fondée sur la compréhension et la tolérance mutuelles, qui permettraient à toutes les nations de la région de s'engager sérieusement dans un processus de réconciliation interne et qui respecteraient strictement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité des pays voisins.

73. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de la République arabe syrienne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

74. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter, au nom de ma délégation, à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Nous savons que votre connaissance approfondie des affaires internationales et votre vaste expérience diplomatique aideront le Conseil à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour éviter l'agression dont est menacé le Nicaragua, cette agression qui n'a cessé de s'amplifier et qui prend différentes formes. Je voudrais aussi dire notre reconnaissance à votre prédécesseur, M. Troyanovsky, pour la manière excellente et objective dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

75. Le 31 mars de l'an dernier, ma délégation a pris la parole sur cette même question [2343^e séance] pour exprimer sa solidarité pleine et entière avec le Nicaragua révolutionnaire, ce pays qui est constamment menacé par l'impérialisme américain. L'impérialisme ne peut prospérer et prendre des forces qu'en sapant la révolution, parce que la révolution c'est le progrès, c'est la liberté, c'est l'exercice du pouvoir par le peuple et c'est la libération des masses laborieuses alors que l'impérialisme, c'est la guerre à outrance et c'est la violence continue contre tout progrès, c'est l'opposition systématique à tout remplacement des structures politiques et économiques anachroniques imposées par lui, non seulement au Nicaragua mais à un grand nombre d'Etats, afin d'exploiter les peuples sur tous les plans, de leur voler les fruits de leur labeur et de leurs ressources naturelles et de leur imposer une exploitation multiforme. Il n'est pas étonnant que le Nicaragua, un an après avoir présenté la première plainte, doive à nouveau avertir le Conseil que les forces de l'impérialisme sont en train de commettre une agression plus ample et plus dangereuse contre le Nicaragua, aussi

bien de manière directe qu'indirecte, recrutant des hommes de main somozistes pour réaliser leur conspiration. L'impérialisme continue à représenter une menace pour le Nicaragua, menace qui, en fait, grandit jour après jour et prend des formes qui entraînent les dangers les plus graves pour l'Amérique centrale; ces dangers risquent de s'étendre et de mettre en péril la paix et la sécurité internationales.

76. M. Tinoco, Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua, nous a prévenu de la nouvelle agression montée par le Gouvernement américain qui, cette fois-ci, a pris la forme d'une infiltration massive par des unités militaires et tactiques. Pour être plus précis, c'est une infiltration d'éléments somozistes contre-révolutionnaires qui opèrent à partir du territoire d'un Etat voisin. Les déclarations officielles des Etats-Unis et l'intérêt suscité par cette question dans la presse américaine sont venus confirmer que le Gouvernement américain fait tout ce qu'il peut pour saper la révolution du Nicaragua par divers moyens. Nous pensons que de tels actes sont non seulement contraires à la Charte et au droit international mais qu'ils sont aussi le nouveau signe de la politique des Etats-Unis qui, de par sa nature même, est hostile aux aspirations des peuples à vivre dans la paix, conformément à la volonté des masses laborieuses.

77. Non seulement les Etats-Unis ont entraîné, financé et armé les éléments contre-révolutionnaire auxquels ils ont apporté leur appui logistique, mais encore leur ont-ils fourni refuge sur leur territoire ainsi qu'une base pour se livrer à des agressions militaires contre le Nicaragua afin de faire reculer l'histoire. Un nouveau Somoza doit attendre dans les coulisses le moment de retourner à Managua, sous les auspices de Washington, pour imposer sa dictature au peuple héroïque nicaraguayen. Mais ces tentatives sont vouées à l'échec. En lisant les journaux parus hier et aujourd'hui, notamment le *New York Times*, on constate que chaque mot prononcé par la délégation des Etats-Unis au Conseil a pour but d'obscurcir les faits et de détourner l'attention des projets d'agression nourris à Washington contre le Nicaragua.

78. Il est ironique que le désaccord entre le Congrès et le Gouvernement des Etats-Unis porte sur la question de savoir si les aspects constitutionnels justifiant l'agression ont été ou non respectés, et non pas sur la manière de mettre fin à l'agression commise, avec l'aide et les plans américains, par l'intermédiaire d'éléments contre-révolutionnaires.

79. Dans un article de Saul Landau, intitulé "War on Nicaragua", paru hier dans le *New York Times* — et je dois dire à ce sujet que je n'ai pas bien compris si ce journaliste plaisantait ou s'il était sérieux, mais même dans l'ironie on peut déceler la vérité — il est dit :

"Le Congrès devrait déclarer la guerre au Gouvernement nicaraguayen afin de se conformer à la Constitution.

“Le Gouvernement des Etats-Unis fait la guerre au Nicaragua, depuis plus d'un an, bien que le Congrès n'ait pas déclaré la guerre; ce pouvoir, c'est au Congrès que la Constitution le donne, mais quelqu'un l'a usurpé — et en appelant cette guerre “activités des services de renseignements”, on a réussi à la faire accepter. Ce “quelqu'un”, c'est la Central Intelligence Agency, commandée par le Président Reagan. C'est ainsi qu'a eu lieu cette usurpation*.”

Après avoir cité William Casey, que chacun ici connaît et dont le nom a été mentionné plusieurs fois au cours de cette séance, Saul Landau poursuit en disant :

“Le Congrès a été informé, a déclaré M. Casey en se référant à l'amendement Hughes-Ryan, lequel, d'après l'interprétation qu'en donne la CIA, signifie que le Congrès est “informé” dès que les comités de services secrets sont mis au courant des actes de violence clandestins. Cependant, chacun des membres de ces comités est lié par le secret et ne peut révéler un seul mot de ce qu'il sait, même aux membres du Sénat et de la Chambre*.”

L'auteur termine son article en invitant le Congrès à déclarer la guerre, disant :

“Le pouvoir de déclarer la guerre est le pouvoir le plus important dont dispose le Congrès. Il n'est pas trop tard pour demander une déclaration de guerre. Si la majorité des membres décident que le Nicaragua n'a pas provoqué un cas de guerre, ils voteront contre la déclaration de guerre. C'est peut-être seulement alors qu'ils exerceront leur pouvoir constitutionnel et mettront fin à la guerre clandestine*.”

Devons nous prendre cet article au sérieux ou devons nous en rire ? Je n'en sais rien.

80. Dans un autre article publié hier dans le même journal et émanant de Stephen Kinzer, qui a déjà été mentionné par un autre orateur [2424^e séance, par. 44], il ressort clairement que la plainte du Nicaragua, présentée clairement et fidèlement par M. Tinoco, se fonde sur des faits que les autorités américaines sont fières de rapporter dans des journaux américains, comme s'il s'agissait d'actes d'héroïsme, alors que selon nous, et en vertu des normes juridiques et morales, ils ne sont rien d'autres que des actes d'agression commis à l'aide de divers moyens — ce qui se trouve confirmé par les assertions de M. Tinoco, selon lesquelles :

“Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a nourri et soutenu cette dictature et qui a tiré profit de la façon dont elle a trahi son pays pour satisfaire sa propre cupidité, est maintenant derrière ces nouvelles agressions et il est responsable des souffrances que le peuple nicaraguayen continue de connaître. Ces bandes somozistes ne peuvent exister que dans la mesure

où elles sont financées, entraînées et dirigées par les agences du Gouvernement des Etats-Unis, lequel sert de ces bandes pour poursuivre sa propre politique dans la région.” [2420^e séance, par. 21.]

81. Nous avons suivi attentivement la déclaration de la représentante des Etats-Unis et nous étions certains qu'elle serait faite dans le dessein de souligner trois points. Premièrement, les Etats-Unis persistent dans leur politique actuelle afin d'éliminer la révolution sandiniste par le recours à la force. Deuxièmement, les Etats-Unis continueront de s'ingérer dans les affaires intérieures du Nicaragua afin d'y instaurer un prétexte — et j'insiste sur le mot prétexte — régime “démocratique”. Nous savons tous le genre de démocratie qu'envisagent de mettre en place les Etats-Unis. Les Etats-Unis ne considèrent-ils pas Israël, leur allié principal, comme une entité démocratique, alors qu'Israël “démocratiquement” commet acte d'agression après acte d'agression, tue les Arabes, les déplace, profane leurs lieux saints et va jusqu'à empoisonner leurs écoliers. Je pense que la représentante des Etats-Unis lit le *New York Times* et aura lu hier et aujourd'hui ce qu'il en est. Des gaz délétères sont utilisés contre les écoles arabes de la Rive occidentale. N'est-ce pas cette démocratie israélienne qui grandit au service des Etats-Unis dans la région ? Pourquoi assassiner et empoisonner nos écoliers ? Appelez-vous cela une démocratie ? C'est la même démocratie que vous voulez instaurer en Amérique centrale. C'est une démocratie de la mort, de la dévastation et du crime.

82. Troisièmement, les Etats-Unis exploitent la faiblesse de certains Etats voisins du Nicaragua pour consolider les intérêts de l'impérialisme américain dans la région, au nombre desquels le plus important est de rétablir le régime somoziste afin de dépouiller les masses de tout ce qu'elles ont acquis, notamment de leur libération de l'hégémonie et de l'influence américaines.

83. La République arabe syrienne a déclaré à la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés, tenue à Managua en janvier, qu'elle était pleinement solidaire de la révolution au Nicaragua et qu'elle condamnait l'intervention impérialiste dans les pays latino-américains, particulièrement au Nicaragua. Nous rappelons que les Etats-Unis ont encouragé leur laquais, Israël, à intervenir pour leur compte afin de brimer tout mouvement progressiste qui agit dans l'intérêt du peuple et qui refuse de servir les intérêts des sociétés monopolistiques américaines. Personne, à la Réunion de Managua, n'a perdu de vue le fait qu'Israël est un allié sûr des Etats-Unis et que, grâce à ses ventes d'armes à certains pays d'Amérique latine, il aide à renforcer leur hégémonie dans cette région névralgique du monde, l'Amérique centrale.

84. A ce propos, je voudrais rappeler une déclaration de Ya'akov Meridor, ministre israélien des affaires économiques, publiée le 17 août 1981 par la United Press International qui rapportait ce qui suit :

* Cité en anglais par l'orateur.

“Nous allons dire aux Américains “n’entrez pas en concurrence avec nous à Taiwan; n’entrez pas en concurrence avec nous en Afrique du Sud; n’entrez pas en concurrence avec nous dans les Caraïbes ou dans d’autres pays où vous ne pourriez pas le faire directement. Permettez-nous de le faire”. J’ai même dit “vous vendez des munitions et de l’équipement par personne interposée, Israël sera la personne interposée”. Cela pourrait être mis au point dans un accord avec les Etats-Unis en vertu duquel certains marchés nous seraient laissés*.”

85. Le 14 décembre 1982, le *Christian Science Monitor* a publié un article de Susan Morgan où il était dit :

“Israël a coopéré sur le plan militaire avec le Honduras depuis 1977. Les bombardiers Super-Mystère de fabrication française qu’il a vendus au Honduras a fait de ce pays la plus grande force aérienne de la région.

“La visite et l’accord militaire effectués discrètement soulignent le rôle croissant que joue Israël en tant que courtier en armes et intermédiaire des Etats-Unis dans l’Amérique centrale en pleine crise. Il y a six semaines environ, Itzak Shamir, ministre des affaires étrangères, s’est rendu au Costa Rica pour offrir son aide en matière de sécurité intérieure.

“Le Honduras va envoyer, en Israël, dans un proche avenir, une mission au niveau le plus élevé, avec à sa tête le général Alvarez, d’après la personne que nous avons interviewée.”

86. Dans un esprit fraternel et amical, je demande au représentant du Honduras si ces renseignements sont exacts. Pourquoi le Honduras, Etat démocratique, nous dit-on, utiliserait-il des armes israéliennes pour renforcer sa sécurité ? Ces ventes d’armements israéliens profitent grandement à l’économie israélienne. Israël, ce laquais des Etats-Unis, sème le trouble dans les relations entre pays d’Amérique centrale; c’est une chose que beaucoup savent, à commencer par certains pays d’Amérique latine qui ont choisi d’acheter des armes à Israël, sur l’instigation des Etats-Unis qui voient dans l’industrie des armes un moyen d’aider l’économie défaillante d’Israël.

87. La délégation de la République arabe syrienne met en garde les Etats-Unis contre le danger qu’il y aurait à aggraver la situation en Amérique centrale et demande qu’ils mettent fin aux actes d’agression qu’ils commettent directement ou indirectement pour déstabiliser les Etats de la région, à commencer par le Nicaragua. Nous sommes sûrs que la révolution nicaraguayenne, inspirée par les véritables intérêts nationaux du peuple du Nicaragua dont elle représente les aspirations, ne sera pas vaincue, malgré toute l’arrogance des Etats-Unis et de leurs amis, y compris Israël et le sionisme mondial.

88. A ce propos, la réunion ministérielle extraordinaire des non-alignés, à Managua, était pleinement consciente des dangers de l’influence sioniste en Amérique latine. Dans son communiqué final, [S/15628, annexe], cette Réunion priait instamment les pays d’Amérique latine qui ont gardé des relations de coopération avec Israël d’y mettre un terme et d’éliminer toute infiltration israélienne. Les ministres savaient pertinemment aussi que les Etats-Unis se servent d’Israël pour intervenir en Amérique latine. C’est pourquoi ils ont dénoncé les visites effectuées par des fonctionnaires israéliens dans certains pays d’Amérique latine qui ont eu pour résultat, entre autres choses, la conclusion d’accords militaires et une recrudescence de l’intervention américano-israélienne dans la région, ce qui n’a fait qu’aggraver une situation déjà difficile. Les ministres ont condamné l’alliance entre les régimes sionistes et somoziste.

89. Enfin, la délégation de la République arabe syrienne appuie la déclaration faite par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua, ici au Conseil, selon laquelle le Nicaragua souhaitait un dialogue sur le problème qui afflige l’Amérique centrale et qu’il était prêt à discuter immédiatement des divergences nées des opérations militaires à la frontière qui sépare le Nicaragua du Honduras, réaffirmant son attitude positive à l’égard de tout règlement négocié de la crise de l’Amérique centrale. A notre avis, c’est là une attitude réaliste et propre à éteindre l’incendie qui fait rage dans la région.

90. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l’anglais*) : L’orateur suivant est le représentant de la Bulgarie. Je l’invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

91. M. TSVETKOV (Bulgarie) : Qu’il me soit tout d’abord permis, Monsieur le Président, de remercier le Conseil de m’avoir offert la possibilité d’exposer devant ce forum la position de mon gouvernement sur la question à l’examen. Je voudrais également vous féliciter à l’occasion de votre accession à ce poste lourd de responsabilités pour le mois de mars et exprimer la conviction que sous votre direction compétente le Conseil saura s’acquitter avec succès des tâches auxquelles il fait face dans la difficile situation actuelle. J’aimerais aussi rendre hommage à votre prédécesseur, le représentant de l’Union soviétique, M. Troyanovsky, qui a largement contribué aux activités efficaces du Conseil au cours du mois dernier, ce pourquoi nous lui exprimons notre reconnaissance.

92. Les informations sur les derniers événements en Amérique centrale constituent une preuve évidente de la gravité de la crise politique et sociale dans cette partie du monde, provoquée par les tentatives faites par les forces réactionnaires et impérialistes pour y entraver le processus des transformations progressistes et démocratiques. La situation prend une tournure d’autant plus alarmante du fait, également, que les conflits qui y sont attisés sont de nature à susciter une réaction en

* Cité en anglais par l’orateur.

chaîne lourde de conséquences pour la paix et la sécurité tant dans la région que bien au-delà de ses limites géographiques.

93. Aujourd'hui, le Conseil concentre son attention sur la plainte du Nicaragua concernant la violation flagrante de sa souveraineté, une plainte argumentée de manière aussi claire que convaincante dans l'information concrète et détaillée fournie au Conseil par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Tinoco, ainsi que dans les déclarations de l'écrasante majorité des délégations qui sont déjà intervenues.

94. Il y a, comme on le sait, à peu près quatre ans, le peuple nicaraguayen a renversé la dictature pourrie de Somoza et a déclenché une révolution démocratique. Sous la direction du Front sandiniste de libération nationale, ce peuple s'est consacré au travail pacifique et créateur pour développer l'économie nationale, pour résoudre des tâches importantes dans le domaine culturel et social, pour établir un ordre démocratique et juridique, un ordre qui a restauré les droits et les libertés fondamentaux étouffés par la dictature somoziste. Le prestige du Nicaragua s'est consolidé au sein de la communauté internationale grâce à sa politique indépendante et souveraine et à son attachement fidèle et conséquent aux principes du non-alignement.

95. Toutefois, le choix par le peuple nicaraguayen d'une telle politique, tant sur le plan extérieur qu'intérieur, s'est avéré gênant pour la réalisation des visées impérialistes des Etats-Unis dans cette partie du monde. Les tentatives d'écraser la révolution nicaraguayenne ont commencé, en fait, dès son début. A l'heure actuelle, ces tentatives ont atteint leur paroxysme. Le territoire du Nicaragua a été envahi par une bande nombreuse et lourdement armée. Plusieurs détails, avancés au cours de la présente discussion, indiquent clairement le style d'une stratégie hégémoniste dont le symbole infâme est le débarquement pirate dans la Baie des cochons, à Cuba, en 1961. Aujourd'hui, la République du Nicaragua fait l'objet d'une attaque armée, organisée par l'impérialisme américain qui ne peut pas accepter le fait que le peuple nicaraguayen ait rejeté la domination des monopoles impérialistes et leurs fantoches.

96. Quels sont ces hommes et quels sont leurs buts ? Les moyens d'information mondiaux, y compris ceux des Etats-Unis, ainsi que les analyses des organismes et des milieux informés, ne laissent aucun doute à ce sujet. Il s'agit là des anciens gardes de Somoza, des bourreaux de son appareil de répression, des valets dévoués à son régime despotique, des aventuriers traditionnels, entraînés, payés et envoyés par la Central Intelligence Agency. Eux tous sont loin de dissimuler leur intention de rétablir par le feu et le sang le système tyrannique, sans même se donner la peine de se masquer derrière la phraséologie démagogique de "liberté" et de "démocratie". A en juger par l'information du magazine *Newsweek* du 8 novembre 1982, les assassins, en atten-

dant le signal de l'attaque, avaient ouvertement proféré la menace qu'il y aurait un carnage, qu'il y avait plusieurs comptes à régler que tout le parcours de la frontière à Managua serait parsemé de cadavres".

97. L'attaque agressive contre le Nicaragua était loin de surprendre. Le monde s'est fait témoin pendant plusieurs mois des préparatifs fébriles en vue d'envahir ce petit Etat de l'Amérique centrale. Il a été fait état à maintes reprises de raids criminels à partir de la frontière avec le Honduras, de diversions, d'actions de sabotage, d'entraînement accéléré de mercenaires par des "conseillers" et des "instructeurs" étrangers, sur territoire étranger. De nombreux faits concernant les plans subversifs élaborés par les services spéciaux des Etats-Unis ont été mis au plein jour. Il existe, à cet égard, des déclarations officielles bien explicites qui prouvent d'une manière incontestable l'attitude hostile de Washington vis-à-vis du Nicaragua.

98. Le monde ne pouvait pas rester impassible face à ces opérations dangereuses. A la Réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non alignés, à Managua en janvier, et à la septième Conférence des chefs d'Etat ou des pays non alignés, gouvernement à New Delhi, au début du mois, les gouvernements de plus de 100 pays ont unanimement dénoncé la campagne calomnieuse et les actes hostiles à l'encontre du Nicaragua. Les documents finals de ces forums internationaux représentatifs attirent expressément l'attention sur les attaques armées systématiques contre ce pays et les caractérisent, à juste titre, comme faisant partie d'un plan bien réfléchi de déstabilisation et de renversement du pouvoir populaire au Nicaragua.

99. A en juger par la présente discussion et les réactions de la communauté internationale, l'agression contre le Nicaragua est qualifiée comme faisant partie de la stratégie globale de l'impérialisme américain qui vise la confrontation et la tension dans les relations internationales, ce qui aura pour résultat l'intensification de la menace de guerre.

100. La République populaire de Bulgarie partage la profonde inquiétude exprimée dans cette instance par plusieurs représentants — et en premier lieu par ceux de certains pays de cet hémisphère — à l'égard de l'intervention armée contre le Nicaragua indépendant et démocratique. Mon gouvernement condamne énergiquement ces actes agressifs, qui sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies, avec les normes les plus élémentaires du droit internationale, avec les intérêts de la paix et de la sécurité dans cette région et dans le monde entier, et estime que le dialogue ouvert et direct entre les deux pays proposé par représentant du Nicaragua constitue une voie raisonnable pour la solution du conflit par des moyens pacifiques. Le peuple bulgare exprime sa sincère sympathie et sa complète solidarité à l'égard du peuple nicaraguayen. En même temps, mon pays lance un appel pour l'arrêt immédiat de l'intervention, pour l'arrêt de toute ingérence dans les affaires intérieures du Nicaragua, pour le respect du

droit de ce pays d'aller de l'avant sur la voie de la démocratie et du progrès social, une voie que son peuple a souverainement choisie.

101. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de Chypre. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

102. M. MOUSHOUTAS (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Permettez-moi avant tout, Monsieur le Président, de vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars et de la manière exemplaire dont vous menez les travaux du Conseil. Qu'il me soit permis également de rendre un sincère hommage à M. Troyanovsky, de l'Union soviétique, qui a présidé les débats du Conseil le mois dernier avec sa compétence et son efficacité coutumières.

103. Le Gouvernement de la République de Chypre est profondément troublé par les nouvelles les plus récentes concernant l'infiltration en territoire nicaraguayen de quelque 2 000 hommes fortement armés et l'agression armée effectuée par ces groupes armés contre le peuple et le Gouvernement du Nicaragua.

104. Les événements critiques au Nicaragua et d'une manière générale dans la région de l'Amérique centrale ne peuvent manquer d'inquiéter profondément la communauté internationale. Car ce qui se passe dans cette partie du monde n'est pas seulement le reflet des faits nouveaux défavorables sur la scène internationale mais est également un autre signe de la faillite de l'Organisation dans l'exécution de sa tâche essentielle : le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet échec est dû, pensons-nous, à l'absence d'un système efficace de sécurité internationale du fait que l'on n'applique pas l'Article 43, pourtant obligatoire, de la Charte.

105. Nous pensons que tout problème, bilatéral ou international doit être résolu de manière pacifique par la négociation et non par la force des armes. De plus, le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité d'un pays de la part de tous les Etats, allié au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, doit se trouver à la base des relations internationales.

106. Ce mois-ci encore, à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, les membres du mouvement, parlant du Nicaragua, ont dénoncé "la perpétration d'actes de terrorisme et de sabotage, en particulier les attaques armées d'anciens gardes somozistes à partir de la frontière nord..." [*voir S/15675, annexe, sect. I, par. 136*].

107. Il y a quelques mois, à la réunion ministérielle extraordinaire du Bureau de coordination des pays non

alignés, à Managua, les pays non alignés "ont condamné notamment les attaques systématiques que des bandes armées d'ex-gardes somozistes lançaient contre le Nicaragua, à travers sa frontière septentrionale." [*voir S/15628, annexe, par. 37*]. De plus, les Ministres

"ont lancé un appel à tous les Etats d'Amérique centrale pour qu'ils règlent leurs problèmes eux-mêmes, sans aucune ingérence extérieure, et aident à créer une situation de paix et de tranquillité qui conduirait à la stabilité politique et au développement économique de la région et qui contribuerait, par voie en conséquence, à la cause de la paix et de la sécurité internationales" [*ibid., par. 46*].

108. Dans le même esprit, la Conférence au sommet de New Delhi a été d'avis que "la cessation de manœuvres militaires ou de manifestations de force réduira les tensions et facilitera le dialogue nécessaire à l'élaboration de solutions politiques et négociées aux problèmes de la région" [*voir S/15675, annexe, sect. I, part. 139*].

109. Malgré ces appels, nous regrettons de voir la situation s'aggraver, particulièrement au Nicaragua. Victimes nous-mêmes de l'agression et de l'occupation continue d'une grande partie de notre territoire, nous ne pouvons manquer de condamner avec force le recours à la violence et à des interventions comme celle qui a lieu au Nicaragua, de même que les actes d'intervention et de déstabilisation dans toute l'Amérique centrale et où que ce soit dans le monde. Le Gouvernement de la République de Chypre, fermement attachée au principe du règlement pacifique des différends par la négociation, ne peut que s'opposer à toute forme d'agression contre quelque pays que ce soit.

110. Nous estimons que la paix doit être recherchée, maintenue et renforcée par le dialogue et, malgré les divergences idéologiques ou autres qui peuvent exister entre les Etats, il convient de respecter pleinement le droit de tout Etat de choisir librement son propre système politique, social et économique, sans ingérence ni intervention de l'extérieur.

La séance est levée à 13 h 5.

NOTES

¹ Voir A/38/68, annexe.

² Résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale.

³ Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe.

⁴ Résolution 37/10 de l'Assemblée générale, annexe.

⁵ Résolution 447 (PLEN.15) du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
